

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 49 – VENDREDI 6 NOVEMBRE 2009

LE MERLE MOQUEUR

Dans l'affaire de l'écrivain et journaliste tunisien Taoufik Ben Brick, emprisonné par Ben Ali, le silence de Frédéric Mitterrand, et du gouvernement, commence à devenir particulièrement pesant. Je me souviens de Taoufik me disant tristement, en regardant l'horizon : « *La Tunisie, c'est pas la peine...* » Il avait toujours un garde du corps avec lui, à cette époque. Là, ils l'ont eu. Maintenant pour lui, la Tunisie, c'est la peine. De prison. On ne laissera pas faire. ●

AGENDA MILITANT

NOVEMBRE

- **7-8 novembre** Paris – Assises pour le changement à l'initiative de Politis.
- **7 novembre** Louchat (33) : Pour une liste unitaire vraiment à gauche en Aquitaine
- **9 novembre** Augan (56) – Réunion des communistes unitaires du grand Ouest
- **10 novembre** Rennes – FASE 35 : rencontre citoyenne.
- **12-13 novembre** Bordeaux : Rapports de genre, rapports de classe
- **14 novembre** St-Brieuc : la FASE Bretagne et organisations de la gauche d'alternative

À LIRE SUR communistesunitaires.net

Démocratie...

- en débat
- un échange
- en question
- Rencontres**
- Hamida Ben Sadia
- Du renouveau révolutionnaire à Johnny Walker
- Les Fagor et les Brandt

Un unanimité suffocant

Matin, midi et soir, la chute du mur de Berlin est commémorée par les médias. Lundi sera le point d'orgue des manifestations : l'Etat français, dans son immodestie, veut rivaliser avec l'Allemagne par l'organisation d'un concert qui entend réunir des centaines de milliers de personnes... pour fêter la fin du communisme.

A de rares exceptions (1), une interprétation unique s'impose, simplifiant une histoire pourtant complexe. Le souvenir de ces années ouvertes par l'arrivée de Gorbatchev qui furent aussi celles de l'espérance de voir enfin naître un communisme à visage humain n'a plus de place. Il n'est question que de la chute d'un système totalitaire sans que personne ne s'appesantisse sur la contradiction de ce « totalitarisme » qui cède sans effusion de sang. Quelques reportages relatent comme une anecdote loufoque la nostalgie des Allemands de l'Est pour leur ancien pays, sans que ne soit conçu que ce pays n'était pas seulement une prison à ciel ouvert. Il faudra lire d'autres suppléments que ceux du *Monde* ou *Télérama* pour se rappeler les marches de Leipzig.

Cet unanimité est suffocant. Il n'est guère contrebalancé par les initiatives de la gauche. Le PS fait mine de n'avoir rien à faire avec cette histoire. « *Blum avait vu juste* » suffirait au parti de Martine Aubry pour passer sans encombre l'examen du XX^e siècle. Comme si le tronc commun de toute la gauche n'était pas engagé dans cette révolution la plus radicale et la plus cohérente pour sortir du capitalisme. Comment ne pas voir qu'aujourd'hui la crise de projet qui mine la social-démocratie est aussi liée à l'échec de cette alternative quand l'Etat providence est lui-même en grande peine.

Le PCF fait le service minimum. Un simple rendez-vous de deux heures lundi soir prochain, annoncé à la dernière minute, pour solde de tout compte. Il faudra encore attendre un peu pour une analyse globale et nuancée de l'expérience close.

Au titre des douloureuses questions qui ne sont pas celles du passé mais toujours du présent, citons celle du rapport paradoxal du communisme au changement. Les sociétés socialistes sont mortes de leur incapacité non seulement à comprendre le changement mais à le vouloir. L'utopie a fonctionné comme un idéal mortifère, celui d'un point d'équilibre à atteindre dont on ne bougerait plus. Bizarre pour des révolutionnaires ! Ce qui domina dans la culture communiste du XX^e siècle fut la recherche de stabilité, celle de la continuité. On ne voyait pas le monde bouger. La culture partisane elle-même s'est nécrosée. Cette incapacité à changer, à évoluer, a fait sombrer ou se défaire tous les partis communistes. Ce n'est donc pas une simple affaire de bonne ou mauvaise volonté des dirigeants. Pour se défaire de cette torpeur qui amollit le projet communiste, il faudra beaucoup de radicalité et d'ambition intellectuelle et politique. Un jour, sans doute...

● CATHERINE TRICOT



(1) Dont le numéro de *Regards*, 100 pages d'approches historiques et de réflexions philosophiques et politiques pour prendre la mesure de l'événement. Citons pêle-mêle les contributions de Mickael Brie (de la fondation Rosa Luxemburg), Toni Negri, Andreï Gratchev, Julia Kristeva, Robert Hue, Clémentine Autain, Roger Martelli, Volker Schlöndorff, Catherine Clément, Olivier Besancenot, Pierre Laurent, Patrice Cohen-Séat, Arlette Laguiller, Daniel Cohn-Bendit, Henri Weber, Noël Mamère, Samuel Johsua...
En kiosque, 8 € Retrouvez la liste des kiosques sur www.regards.fr
A commander, 8 € (+ 3,02 € frais de port) à *Regards*, 5 villa des Pyrénées, 75020 Paris.

La liberté, pas l'identité

**Nation, République, identité nationale :
retour sur des notions en permanente construction.**

Le débat sur l'identité nationale voulu par la droite est un piège. Il ne se mène pas : il se refuse.

1. L'identité nationale n'existe pas. Il existe des communautés humaines que l'histoire a associées au vocable de nation, des Etats que l'on tient pour des Etats-nations. On connaît des langues nationales, des types nationaux, des cultures nationales. Nul n'a jamais rencontré des « identités » nationales, tout simplement parce que la nation n'est pas une essence stabilisée, mais un processus historique. L'identité, d'ailleurs, est un mythe ; l'histoire ne révèle que des identifications. Le travail d'identification est constitutif de l'émergence des personnalités ; l'assignation des identités est le premier pas vers l'aliénation institutionnalisée des individus. Elle n'est que le complément symbolique de leur enfermement dans des rôles déterminés par les divisions de classe.

2. Les individus et les collectifs se définissent par des systèmes complexes d'appartenance. Les identifications qu'ils génèrent sont de type variable, sociales, religieuses, idéologiques, culturelles. Elles sont, de façon inépuisablement diverse, à la fois affectives et/ou rationnelles, transmises et/ou construites. Certaines sont territorialisées, d'autres ne le sont pas. L'im-

brication des identifications est une richesse. Il serait dramatique de désigner *a priori* celle dont on décréterait ex abrupto qu'elle est la plus structurante de toutes et qu'elle doit, de ce fait, être sacralisée et catéchisée. Pas plus la classe que la religion ou le territoire d'appartenance, et donc la nation.

3. La polarisation sur la présumée « identité nationale » est un appauvrissement, qui menace directement la conception démocratique de la nation. Le processus d'humanisation est tendanciellement un mouvement d'universalisation. Si la nation l'a historiquement emporté, entre le XVI^e et le XX^e siècles, c'est parce qu'elle apparaissait comme la médiation la plus efficace entre les appartenances locales trop étroites et un « monde » qui n'était

La nation moderne peut moins que jamais se penser au travers des figures historiques de l'exclusion. Les entités fermées, arc-boutées sur leur culture, clôturées dans des frontières intangibles...

encore qu'une immense abstraction. Nous n'en sommes plus là aujourd'hui. Non pas que le processus mal conduit de la « mondialisation » ait fait disparaître la tension féconde du particulier et de l'universel ; mais nul ne peut ignorer aujourd'hui que le monde interpénétré qui est le nôtre met au premier plan l'exigence d'une souveraineté populaire capable de se construire à l'échelle de la planète. Contrairement à ce que croit

une pensée universaliste pauvre, cette exigence n'efface pas le socle national de la politisation démocratique. Le monde du partage et de la solidarité ne se construit pas sur les décombres de la forme nationale de la souveraineté. Mais la nation moderne peut moins que jamais se penser au travers des figures historiques de l'exclusion. Les entités fermées, arc-boutées sur leur culture, clôturées dans des frontières intangibles... Ces figures sont celles de la nation-race ou de la nation-puissance ; elles ne sont pas celles de la nation-peuple, participant consciemment à l'émergence d'une conscience démocratique universelle.

4. Le seul débat qui vaille la peine est celui qui permet de définir les modalités du vivre-ensemble. La droite répond : par un mixte d'ordre social et de libéralisme économique assumé. La nation n'est pour elle rien d'autre que le cadre juridique et symbolique d'imposition de cet ordre global, « national-libéral-sécuritaire ». Face à cela, la seule réponse possible de la gauche se condense en trois mots : démocratie

et bien public. Pas d'en-commun sans partage, sans espace public débarrassé du fardeau de la concurrence, sans service public, sans représentation juste et sans implication directe des citoyens. Pas d'en-commun sans République, dira-t-on ? Pourquoi pas ? A la seule condition de ne pas oublier que la République, comme la nation, ne se répète pas, mais se reproduit en se transformant. La chose publique, loin de ●●●

●●● la tyrannie de l'appropriation privée ; mais la chose publique dégagée aussi des facilités de l'étatisme et des logiques technocratiques et administratives. La République qui ne se construit

pas en éradiquant les différences, mais qui fait de la multitude des spécificités respectées le matériau de l'universalité. Non pas la République encore, mais la République enfin : le pacte des individus

autonomes et solidaires. La liberté, pas l'identité. La République universelle du bien commun, en quelque sorte...

● **ROGER MARTELLI, HISTORIEN,**
CODIRECTEUR DU MENSUEL *REGARDS*

L'ETHNOLOGUE DEVANT LES IDENTITÉS NATIONALES



Claude Lévi-Strauss a reçu à 96 ans, le 13 mai 2005, le Prix international Catalunya, décerné par le gouvernement autonome catalan. L'ethnologue a salué dans son discours la fondation, en 2005, à l'initiative du gouvernement catalan, d'une « *Eurorégion Pyrénées-Méditerranée, vaste contrée transfrontalière* ». « *J'ai connu une époque, a-t-il remarqué, où l'identité nationale était le seul principe concevable des relations entre les Etats. On sait quels désastres en résultèrent. [...] L'Eurorégion crée entre les pays de nouvelles relations qui débordent les frontières et contrebalancent les anciennes rivalités par les liens concrets qui prévalent à l'échelle locale sur les plans économique et culturel.* »

DISCOURS DE CLAUDE LÉVI-STRAUSS À L'OCCASION DE LA REMISE DU XVII^E PREMI INTERNATIONAL CATALUNYA, 2005, ACADEMIE FRANÇAISE, PARIS, LE 13 MAI 2005 (EXTRAITS)

Ce prix a d'autant plus de prestige que votre capitale, Barcelone, par les rencontres internationales qui s'y déroulent, par les décisions qui y sont prises, gagne sur la scène mondiale une importance croissante. C'est il y a peu de mois, nous a appris la presse, qu'à l'initiative de la Generalitat de Catalunya fut fondée à Barcelona une Euro-région Pyrénées-Méditerranée. Vaste contrée transfrontalière à laquelle il faut joindre les deux pays Basques, et où l'on peut reconnaître, agrandie, l'antique marche de Gothie des temps carolingiens qui avait, ne l'oublions pas, son chef-lieu à Barcelone.

J'ai connu une époque où l'identité nationale était le seul principe concevable des relations entre les Etats. On sait quels désastres en résultèrent. Telle que vous l'avez conçue, l'eurorégion crée entre les pays de nouvelles relations qui débordent les frontières et contrebalancent les anciennes rivalités par les liens concrets qui prévalent à l'échelle locale sur les plans économique et culturel. Que, par une exception au bénéfice de l'âge dont je vous remercie, votre prix me soit remis à Paris, est aussi une façon de souligner ce rapprochement entre les Etats dont la création des eurorégions – telle celle entre la Catalogne, ses voisins et la France méridionale – tend à estomper les limites.

[...] Parce que je suis né dans les premières années du XX^e siècle et que, jusqu'à sa fin, j'en ai été l'un des témoins, on me demande souvent de me prononcer sur lui. Il serait inconvenant de me faire le juge des événements tragiques qui l'ont marqué. Cela appartient à ceux qui les vécurent de façon cruelle alors que des chances successives me protégèrent si ce n'est que le cours de ma carrière en fut grandement affecté.

L'ethnologie, dont on peut se demander si elle est d'abord une science ou un art (ou bien, peut-être, tous les deux) plonge ses racines en partie dans une époque ancienne et en partie dans une autre, récente. Quand les hommes de la fin du Moyen Âge et de la Renaissance ont redécouvert l'Antiquité gréco-romaine et quand les jésuites ont fait du grec et du latin la base de leur enseignement, ne pratiquaient-ils pas une première forme d'ethnologie ? On reconnaissait qu'aucune civilisation ne peut se penser elle-même si elle ne dispose pas de quelques autres pour servir de terme de comparaison. La Renaissance trouva dans la littérature ancienne le moyen de mettre sa propre culture en perspective, en confrontant les conceptions contemporaines à celles d'autres temps et d'autres lieux.

La seule différence entre culture classique et culture ethnographique tient aux dimensions du monde connu à leurs époques respectives. Au début de la Renaissance, l'univers humain est circonscrit par les limites du bassin méditerranéen. Le reste, on ne fait qu'en soupçonner l'existence. Mais on sait déjà qu'aucune fraction de l'humanité ne peut aspirer à se comprendre, sinon par référence à toutes les autres.

Au XVIII^e et au XIX^e siècles, l'humanisme s'élargit donc avec le progrès de l'exploration géographique. La Chine, l'Inde s'inscrivent dans le tableau. Notre terminologie universitaire, qui désigne leur étude sous le nom de philologie non classique, confesse, par son inaptitude à créer un terme original, qu'il s'agit bien du même mouvement humaniste s'étendant à un territoire nouveau. En s'intéressant aux dernières civilisations encore dédaignées – les sociétés dites primitives – l'ethnologie fit parcourir à l'humanisme sa troisième étape.

Mais on sait déjà qu'aucune fraction de l'humanité ne peut aspirer à se comprendre, sinon par référence à toutes les autres.

JUSQU'AU BOUT POUR L'UNITÉ DE LA GAUCHE DE TRANSFORMATION

Où en sont les réunions unitaires qui ont eu lieu ces dernières semaines ? Réponse de Vincent Duguet, de l'Association des communistes unitaires (ACU), qui participe aux rencontres unitaires au sein de la délégation de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE).

Quelle impression retires-tu de ta participation aux différentes réunions unitaires des dernières semaines ?

Personnellement, j'ai été impressionné par la démarche du NPA, à l'initiative de ces rencontres, et par le travail collectif, exigeant mais constructif, de leur délégation lors de la première réunion. Les réticences du PCF étaient visibles, même ostensibles. Et puis il y a eu une sorte de retournement, où le Front de gauche a fait une offre intéressante aux différents partenaires. Aujourd'hui le NPA doit dire si, dans certaines conditions, il pense envisageable de participer à des exécutifs régionaux. Je constate que les choses ont bougé au fil des semaines.

Certaines déclarations dans la presse proche de Marie-George Buffet ou d'Olivier Besancenot laissent supposer que l'accord n'aura pas lieu...

Il faut espérer que ce sont les journalistes qui comprennent mal ce que disent leurs interlocuteurs. Ou peut-être ne s'agit-il que de faire « monter les enchères » dans un pro-

cessus de négociation serré. Le pire serait qu'il s'agisse vraiment d'une opération de sabotage. Nous n'en sommes heureusement pas là. Alors que la presse regorgeait de mises en cause de part et d'autre, le débat a été serein lors des dernières réunions.

Comment se positionnent l'ACU et la FASE dans ces discussions ?

L'ACU est représentée dans la délégation de la FASE mais je ne suis pas intervenu spécifiquement : je n'ai pas vu d'utilité à répéter ce que disent déjà les autres camarades de la délégation. Nous avons insisté constamment sur la priorité à un rassemblement large de toute la gauche de gauche. En clair, nous ne voulons exclure personne. Nous avons aussi porté le besoin de faire entendre au-delà des « partis politiques » les citoyens, les associations dans un processus dynamique. De notre point de vue, seul ce type de dynamique nouvelle peut permettre de dépasser la rupture mortifère dans le champ politique entre les partis, le mouvement social et les citoyens. De ce point de vue, nous sommes en pleine co-

hérence avec le Forum social des quartiers populaires (FSQP) et les Alternatifs.

Cela peut-il aboutir ?

Pour le moment, rien n'est joué, ni dans un sens ni dans l'autre. D'une part, nous avons déjà été échaudés : tel parti se satisfait de ses mauvais résultats sans se remettre en cause, tel autre est stérile face aux mauvais coups et reporte la faute sur la « situation ». On a déjà vu cette guerre où la seule ambition semble être que les autres soient encore plus petits que soi... D'un autre côté, face à la crise du capitalisme, alors que le PS est en crise, il existe un espace politique pour une gauche de transformation, et l'exigence unitaire est très forte. Tout est possible, et de notre point de vue il n'y a pas de raison objective pour que la dynamique ne soit pas lancée, sinon des dissensions historiques, de vieilles querelles théoriques ou des souvenirs d'affrontement remontant à des décennies. S'il ne s'agit pas d'effacer l'histoire de la gauche, nous pouvons espérer que l'intérêt de notre peuple primera sur le devoir de mémoire... ● GILLES ALFONSI



HAMIDA, QUI VOULAIT QUE LES DOULEURS DEVIENNENT DES COMBATS

Hamida Ben Sadia est morte d'un cancer. Hier, participante active avec un regard critique et exigeant à Alternative Citoyenne, à l'ACU, au Forum Social des Quartier

Populaires, à la LDH, à l'OMOS... Nous ne l'entendrons plus vouloir que les douleurs et colères populaires quittent les pages « faits divers » ou « société » des journaux pour qu'elles accèdent aux lettres de noblesse de la politique. Condition pour que cette dernière puisse enfin s'écrire avec un grand « P ». Elle est à l'image d'une France profonde au sens vrai de ce terme, tant il est vrai que la banlieue est un concentré de France. De banlieue donc, d'origine d'Algérie où elle avait été, milité au FFS – « kabyle », précisait-elle -, féministe, antiraciste, certains diront révoltée, pour beaucoup d'entre nous, profondément révolutionnaire. Elle avait souffert, beaucoup souffert : un mariage forcé, une grève de la faim pour obtenir le divorce et de longues années avant de récupérer ses enfants. Elle était particulièrement bien placée pour parler du droit des femmes. Mais elle ne supportait pas que l'on se serve de ce combat pour stigmatiser des pans entiers de la population française. Car française, elle l'est. Elle le revendiquait à juste titre, portant en elle ce brassage qui, depuis la conquête de la Gaule par les romains n'a cessé de se renouveler et de faire notre identité collective. Il n'est qu'à entendre ces jeunes de banlieue,

tout blonds parler de la même manière, avec quasiment les mêmes mots ou les mêmes intonations, que d'autres, tout bruns. Et lorsqu'elle parlait de la mémoire collective, c'était avec la volonté que ce soit la nôtre à tous. Pour elle, notre identité était à la fois multiple et commune.

Accrochée à la vie avec avidité, combative, elle était continuellement à la recherche de ce qui pourrait lui permettre de faire vivre son idéal. Cette quête l'habitait entièrement. Pour elle, les organisations, qu'elles quelles soient, n'avaient rien de sacré mais étaient abordées dans un esprit utilitariste assumé. Dès qu'elle pensait avoir atteint les limites d'une organisation à répondre à cet idéal, eh bien, sans problème, sans drame, elle s'en allait et tentait l'expérience ailleurs. Elle portait ainsi un regard sévère sur la vie institutionnelle et toute forme d'accaparement des pouvoirs. Seul le sens profond visé comptait à ses yeux et dans le sens, elle y mettait la méthode. Oh oui, la méthode. Lors des réunions où nous nous voyions ou lors de nos innombrables heures de discussions, je ne crois pas l'avoir entendu utiliser le vocable « démarche autogestionnaire » mais c'était bien pour elle, l'essentiel du problème. Le mot émancipation devait être conjugué au présent-immédiat. Sans exception. Elle avait titré son livre « Itinéraire d'une femme française » cela aurait pu être « itinéraire d'une femme du siècle ». Qui l'a croisée un jour, ne peut dire qu'elle est passée inaperçue à ses yeux.

Saloperie de maladie.

● PIERRE ZARKA

Levi-Strauss : laissez-moi danser

L'autre soir, je me suis couché sur cette pensée : Lévi-Strauss est mort. Dans le flot d'hommages monocolores (« dernier des géants », et tout le tralala consensuel), je me suis demandé quels étaient ceux qui l'avaient lu. Comme disait Aragon : « *Commencez par me lire!* » Et moi qui l'avais trop peu lu, qu'avais-je retenu du bonhomme, qui m'inspirait le respect ?

Je dois d'abord à Lévi-Strauss un énervement d'il y a plusieurs années contre la modification d'un mot, par le rédacteur en chef de *L'Huma* de l'époque, dans un article que j'avais écrit depuis la Nouvelle-Calédonie. Dans ce papier parlant des Kanak (1), le rédacteur en chef avait remplacé le mot *tribu* (auquel je tenais) par le mot *village*, qui selon lui « *serait mieux compris des lecteurs.* » Cet ethnocentrisme, qui n'était pas qu'anecdote, comme cette posture supposée faire peuple avaient le don de me mettre en rogne. Quand on se réclame de l'émancipation des peuples, on ne commence pas par récuser les mots de leurs langues. Et Lévi-Strauss, avec un plaisir intellectuel certain, avait en commun avec Marx de partir de la matière brute et réelle telle qu'elle était et non telle qu'elle était projetée. Il employait à dessein le mot *tribu*, façon de bien nommer les choses.

Je dois aussi à l'académicien, passionné par les rites des autres peuples (et qui n'avait donc pas de raison de rejeter ceux de sa société et de l'Académie française, habit vert, épée, bicornes à plumes et tout le bataclan) d'avoir prononcé cette phrase : « *Les mythes existent et plus que moi.* » Il posait au fond cette question : « Pourquoi donc des gens passent autant de temps à se raconter des histoires qui, parfois, n'ont ni queue, ni tête ? » J'ai gardé cette réponse : les mythes servent à réguler et fortifier un système, essaient d'expliquer le quelque chose d'une société non au coup par coup, mais dans une totalité. Le coup par coup, c'est bien ce qu'on reproche à certaines politiques.

Le mythe est donc une parole dont l'une des fonctions principales est de créer de la mise en mouvement des idées et des individus sur de l'imaginaire humain. Le mythe est aussi un récit des métamorphoses. Il enregistre, il transmet, il ne se coupe pas de ses origines, il mobilise. De ce point de vue, le XX^e siècle n'a pas manqué de mythes de grandeurs : « rêve américain », « Europe de l'Atlantique à l'Oural », « grand soir », « socialisme dans un seul pays », « Grande Union soviétique », « grand bond en avant (Mao) ». Autrement dit, un mythe est associé à la manière dont est organisée la

société qui les a produits. Et Claude Lévi-Strauss montre qu'à mesure qu'un mythe répond à une question, il en soulève une nouvelle, reprise à son tour par d'autres mythes, selon un processus franchissant les frontières, le temps, les systèmes. Les sociétés précapitalistes ont ainsi produit leurs mythes, de même que les sociétés industrielles capitalistes et celles s'étant réclamées du communisme ont inventé leurs mythes mobilisateurs. Le post-capitalisme aura-t-il aussi besoin de ses propres mythes ?

Le mythe est une fiction nécessaire pour avancer. Vous me direz : pour aller où ? Certes ! En partant travailler le lendemain dans mon entreprise privatisée, je me suis dit que dans les entreprises, la force du discours patronal, avec sa novlangue (normée, infantilisante et, osons le mot, totalitaire), c'est qu'il raconte aussi une histoire. Cela m'a réveillé.

Je dois enfin à Lévi-Strauss de m'avoir fait découvrir les Bororos, ces Amérindiens au sein desquels, dans la seconde moitié des années 1930, il a vécu, dont il a étudié la société et qu'il évoque notamment dans *Tristes tropiques*. Des peuples très réfractaires à l'avancée des colons sur leur territoire. Malgré les tentatives d'européanisation, notamment de la part des missionnaires salésiens, les Bororos ont continué de consacrer 50 % à 75 % de leur temps à se décorer de peintures, de plumes, de crocs de jaguars, d'ongles, de grands tatous pour

chanter, danser des heures durant. C'est que la société précapitaliste ne connaît pas l'accumulation du capital, qui met au turbin au moins 5 jours sur 7 la population qu'elle ne met pas en chômage. Et que cette société paraît inouïe quand, dans notre société dite avancée, il faudrait travailler plus pour gagner plus.

Pourquoi n'existerait-il pas une société heureuse dans laquelle les trois quarts du temps disponible seraient consacrés à s'amuser ? Ou simplement être ensemble ? Ou exercer des activités différentes le matin, l'après-midi, le soir, le tout avec un revenu digne et décent...

Enfin j'ai retenu du philosophe Lévi-Strauss, qui n'était pas marxiste, cette permanence et cette continuité entre l'expérience sensible et le domaine intelligible. Et je me suis dit que nous-mêmes et la politique avons sûrement beaucoup à apprendre de cet homme-là. Mais pour penser plus, encore faut-il travailler moins...

● PHILIPPE STIERLIN

(1) Selon la future constitution de Kanaky, le mot kanak est invariable en genre et en nombre.



Amérindien Bororo avec coiffe en plumes de perroquet

PWOFITASYONS

Dans *Politis*, Elie Domota souligne : « Le mépris est permanent. On a changé d'époque, mais nous vivons toujours sous le modèle de la société plantation, structurée autour de la culture de la banane et de la canne à sucre pour l'exportation. Et rien ne bougera tant que cet état d'esprit perdurera. Mais, aujourd'hui, les choses ne peuvent que changer, car la société guadeloupéenne a pris conscience de la situation, et aspire à une société plus juste. On ne nous fera plus avaler les pwofitasyons... Et nous sommes convaincus que c'est dans la rue que ça va se régler ! »

ALTERNATIVE CITOYENNE ILE-DE-FRANCE

Dans une déclaration intitulée « S'appuyer sur l'offre politique du Front de gauche pour consolider et élargir le rassemblement » publiée le 3 novembre, les 9 élu(e)s d'Alternative citoyenne d'Ile-de-France, élus sur la liste Gauche populaire et citoyenne en 2004, soulignent notamment : « Notre référence reste celle de 2004, celle de la volonté de donner corps à une gauche de transformation renouvelée et rassemblée. Nous avons alors réussi un rassemblement partiel. Nous voulons aujourd'hui contribuer à l'élargir. Nous nous prévalons d'une expérience unique en France qui, en 2004, a conduit des militantes et militants du PCF, d'Alternative citoyenne et de la Gauche républicaine à se rassembler au 1er tour des élections régionales dans une liste de la Gauche Populaire et Citoyenne puis à agir ensemble au sein de l'assemblée régionale. [...] Nous sommes aujourd'hui convaincus que, pour aller vers des politiques régionales plus audacieuses, répondant mieux aux attentes des populations et des territoires marqués le plus par les inégalités, il faut une dynamique nouvelle à gauche. C'est pourquoi nous apprécions très positivement les propositions du Front de gauche qui peuvent conduire au rassemblement de tous les réseaux, partis, collectifs, citoyens, militants des quartiers populaires, autour des mobilisations sociales, sociétales et écologiques. Nous voulons nous appuyer sur cette nouvelle offre po-

litique pour la consolider, l'élargir, travailler dans une coopération très large au contenu de son projet pour l'Ile-de-France. Pour battre la droite et pousser la Région à gauche, nous appelons toutes les forces d'une gauche d'exigence, qu'elles soient politiques, associatives ou syndicales, à y prendre toute leur place ».

SIGNAL D'UNITÉ

Extraits d'une interview de Clémentine Autain à Libération : « [...] Le Front de gauche a proposé un texte qui va dans le bon sens et peut servir de base à un accord national. Il prévoit la présentation de listes autonomes du PS et d'Europe Ecologie au premier tour et la fusion démocratique avec les forces de gauche au second. Il ne s'agit pas de listes Front de gauche élargies mais d'un cadre unitaire où les autres composantes, dont le NPA et la Fase, peuvent se reconnaître. Si la gauche radicale est unie, fait plus de 10 % et obtient un maximum d'élus, elle pèsera sur les orientations et les mesures des régions. Seul un cartel large d'organisations peut créer une dynamique. Beaucoup de gens attendent ce signal unitaire. Pendant que nous tergiversons, Europe Ecologie arrive à capter des militants qui seraient plus dans leur élément avec nous. »

DÉBAT AU NPA

Le débat s'est fortement compliqué ces dernières semaines au sein du NPA concernant les élections régionales de mars prochain. A l'origine des réunions avec les autres composantes de la gauche de gauche, il se trouve aujourd'hui divisé entre au moins trois options : option « affirmation identitaire », défiant à l'égard de tout accord unitaire (et même d'une fusion avec le PS au second tour) ; option « pragmatisme unitaire », mais très soucieux de ne pas développer des affrontements internes ; option du courant « convergence et alternative », dont le point de vue est très unitaire. De plus, de nombreux militants sont en dehors de ces trois courants. Les résultats de la réunion de sa direction, samedi 7 et dimanche 8 novembre seront importants concernant la poursuite du processus unitaire engagé depuis septembre en général, et la réponse aux propositions du Front

de gauche en particulier (voir notre interview de Vincent Duguet dans ce numéro)

CONFÉDÉRATION DE LA GAUCHE

Robert Hue, ancien secrétaire national du PCF, vient de lancer le Mouvement unitaire progressiste (MUP). Son but est de « rassembler », contre la « désunion à gauche », au sein d'un mouvement politique « démocratique, unitaire, progressiste, écologiste, humaniste ». Il s'agit de travailler à la création d'une « confédération » de toute la gauche. Opposé à la stratégie du Front de gauche du PCF, dont il reste membre, le MUP prévoit de prendre part à des listes avec le Parti socialiste au premier tour des prochaines élections régionales.



Cerises sur votre boîte mail

Pour recevoir Cerises chaque semaine, merci d'envoyer un message à : contact.cerises@gmail.com en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir Cerises.

Cerises est édité par les Communistes unitaires contact.cerises@gmail.com
Noyau : Gilles Alfonsi
Queues de Cerises : Michèle Kiintz, Philippe Stierlin, Roger Martelli, Catherine Tricot, Arnaud Viviant, Julien Alapetite

1989-2009 LENDEMAINS DE CHUTE, COMPRENDRE L'ÉVÉNEMENT



COLLOQUE ORGANISÉ
PAR LA FONDATION GABRIEL PÉRI
ET LE MENSUEL REGARDS

SAMEDI 21 NOVEMBRE 2009

9h30 - 17h00

ASSEMBLÉE NATIONALE

126, RUE DE L'UNIVERSITÉ
75007 PARIS

09h30 ACCUEIL François Asensi, député. OUVERTURE Clémentine Autain et Robert Hue

10h00-11h30

PREMIÈRE TABLE RONDE
MUR ET FRONTIÈRES : LA FIN
DES DEUX MONDES

Intervenants : **Effi Boehlke**, philosophe.
Pierre Grosser, historien. **Serge Wolikow**,
historien.

Le Mur de Berlin était la coupure, à la fois
réelle et fantasmée, de deux mondes tout
autant que celle de deux États. Sa chute
met fin à cette frontière-là. Mais pas à la
coupure en général... Un mur s'effondre,
d'autres se construisent.

13h30-15h00

DEUXIÈME TABLE RONDE
FIN DU SOVIÉTISME ?
FIN DU COMMUNISME ?

Intervenants : **Marc Lazar**, historien.
Roger Martelli, historien. **Jacques Sapir**,
économiste.

Pour les représentations communes, la
chute du Mur est à la fois celle du sys-
tème socialiste est-européen et celle du
communisme en général. La nécrose du
système était-elle fatale ? Et signalait-elle
la mort du communisme ?

15h30-17h00

TROISIÈME TABLE RONDE
FIN DU MUR, FIN DE SIÈCLE

Intervenants : **Francette Lazard**, historien-
ne. **Michael Löwy**, sociologue, philosophe.
Entre 1989 et 1991, s'achève le « court
XX^e siècle », né d'un cataclysme et domi-
né par la guerre, « chaude » ou « froide ».
Mais, au fait, de quelle fin la chute du Mur
était-elle vraiment l'indice ?

Pour participer, veuillez vous inscrire avant le 17 novembre 2009, en laissant vos nom et prénom, par mail à l'adresse suivante 21novembre@gabrielperi.fr (inscription gratuite). En raison des mesures de sécurité en vigueur, l'entrée à l'Assemblée Nationale se fait sur présentation d'une pièce d'identité.

REGARDS, 5, villa des Pyrénées 75020 Paris Tél. : 01 47 70 01 90 regards@regards.fr

Fondation Gabriel Péri, 11, rue Étienne Marcel 93500 Pantin Tél. : 01 41 83 88 50 fondation@gabrielperi.fr


ondation gabriel péri
www.gabrielperi.fr


www.regards.fr

ASSISES POUR LE change^{ment} Politis

L'hebdo indépendant
et engagé

**Samedi 7 et
dimanche 8 novembre**
Bourse du travail de Saint-Denis
(métro Saint-Denis, Porte-de-Paris, sortie
Marcel Sembat, puis suivre les indications)

Politis invite de nombreux acteurs de la gauche écologiste et sociale, des syndicalistes et des responsables du mouvement associatif à débattre sur le thème du « changement vrai » : quelles alternatives au système actuel ? Quelles politiques conciliant rupture et réalisme face à la triple crise sociale, écologique et morale du capitalisme ?

Les échanges se feront autour de quatre tables rondes :

Changer l'économie, ou comment éviter la répétition des crises et organiser un autre partage des richesses.

Changer les comportements dans le rapport à la nature, dans la relation aux pouvoirs, ou comment une autre politique peut y contribuer.

Changer les rapports Nord-Sud, ou comment repenser la question des migrations et redéfinir les citoyennetés.

Reconquérir les libertés publiques, ou comment réaffirmer les droits humains et ceux des contre-pouvoirs politiques, syndicaux et associatifs.

Les Assises pour le changement s'interrogeront en deux temps sur les stratégies de rassemblement à mettre en œuvre :

- Samedi soir, en présence de quatre responsables de l'autre gauche européenne, pour une table ronde exceptionnelle.
- Dimanche après-midi, en présence des porte-parole des mouvements et partis de la gauche sociale et écologiste.

Programme

(La liste des participants aux tables rondes est encore susceptible de subir quelques modifications)

Présentation de 9 h 30 à 10 h Denis Sieffert, directeur de *Politis*.

1^{re} table ronde Changer l'économie samedi 7 de 10 h à 12 h 30

Introduction au débat : Frédéric Lordon (économiste)

Participants : Laurent Garrouste, Benoît Borrits, Corinne Morel-Darleux, Pierre Cours-Salies, Jérôme Gleizes, Pierre Larrouturou, Nicolas Bénéès

Modérateur : Thierry Brun (rédacteur en chef adjoint de *Politis*)

2^e table ronde Changer les comportements, une question politique samedi 7 de 14 h à 16 h 30

Introduction au débat : Éric Fassin (sociologue)

Participants : Élodie Vieille-Blanchard, Pierre Kerdraon, Martine Billard, Claire Villiers, Christian Sunt, Bernard Defaix, Marie-Pierre Toubhans, Gilles Monsillon

Modératrice : Emmanuelle Cosse (rédactrice en chef du mensuel *Regards*)

3^e table ronde Changer les rapports Nord-Sud samedi 7 de 16 h 30 à 19 h

Introduction au débat : Gustave Massiah (ancien président du Centre de recherche et d'information pour le développement)

Participants : Vanina Giudicelli, Jean-François Pellissier, Alain Lipietz, François Calaret, Christophe Ventura, Patrick Braouezec (à confirmer)

Modérateur : Patrick Piro (journaliste à *Politis*)

Soirée européenne samedi 7 de 19 h à 20 h 30

En présence de Giorgos Karatsioubanis, candidat de Syriza aux dernières élections en Grèce, de Panayota Manioui, de la Commission internationale de Synaspismos, de Renato Soeiro, membre fondateur et membre du Conseil national du Bloc de gauche portugais, et d'un représentant de Die Linke. Avec Denis Sieffert, directeur de *Politis*, et Michel Rousseau, coordinateur des Marches européennes.

4^e table ronde Reconquérir les libertés publiques dimanche 8 de 10 h à 12 h 30

Introduction : Jean-Pierre Dubois (président de la Ligue des droits de l'homme)

Participants : Évelyne Sire-Marín (Fondation Copernic), Mohamed Mechmache (AC Le Feu), Pierre Zarka, Michelle Ernis, Isabelle Laurent, Annick Coupé, Hélène Franco, Jean-Pierre Martin, Gaëtan Alibert

Modérateur : Olivier Doubre (journaliste à *Politis*)

12 h 30 : Intervention d'Aurélie Trouvé, coprésidente d'Attac

Débat Quelle stratégie pour quel rassemblement à gauche ? dimanche 8 de 14 h à 16 h

Participants : Clémentine Autain (Fédération), Jean-Jacques Boislaroussie (Alternatifs), Claude Debons (Parti de Gauche), Myriam Martin (NPA), Lucien Jallamion (République et Socialisme), Patrice Bessac (PCF), Christian Picquet (Gauche unitaire), Jean-Vincent Placé (Verts)

Modérateur : Michel Soudais (rédacteur en chef adjoint de *Politis*)

16 h à 16 h 30 Conclusion : Denis Sieffert.

Pour faciliter l'organisation de ces deux journées très denses, nous proposons à nos lecteurs de s'inscrire dès maintenant.

Inscription par courriel : pagecourrier@politis.fr Merci de préciser en « objet » : inscription assises, et dans le corps du texte : nom, prénom, ville. Puis, mentionner : « présent samedi » ou « présent dimanche » ou « présent samedi et dimanche ».

Il est également possible de s'inscrire par téléphone au **01 55 25 86 86**, auprès de Brigitte Hautin.